



GLOBAL
CENTRE FOR
PLURALISM

CENTRE
MONDIAL DU
PLURALISME

Pourquoi l'Inde a-t-elle choisi le pluralisme?

DES LEÇONS D'UN ÉTAT POSTCOLONIAL

Avril 2017

Comme de nombreux États postcoloniaux, l'Inde a été confrontée à diverses lignes de fracture lors de l'indépendance et a dû relever le défi de créer un sentiment de citoyenneté commune. La partition de l'Inde en 1947 a été motivée par la demande de création de deux États distincts en s'appuyant sur la théorie que les hindous et les musulmans constituaient deux nations séparées. Bien que la création du Pakistan soit une concrétisation de cette idée, l'Inde est restée engagée envers la reconnaissance de la diversité culturelle et la possibilité du pluralisme malgré la vaste majorité hindoue. Alors que de nombreux États postcoloniaux ont choisi de supprimer la différence au nom de l'unité, l'Inde a plutôt tenté de concevoir la nation comme étant pluraliste. Des mécanismes institutionnels ont été adoptés pour affirmer et promouvoir l'inclusion des minorités ethniques, religieuses et linguistiques ainsi que les groupes des diverses castes.

La poursuite par l'Inde d'une conception pluraliste de la construction d'une nation en contexte

postcolonial peut être instructive malgré ses imperfections. Plusieurs aspects de son expérience historique sont dignes d'intérêt. Premièrement, quels sont les antécédents qui ont rendu ce choix possible? Certains commentateurs ont avancé que le respect de la diversité fait partie de la tradition hindoue, mais le Congrès national indien était, de son propre aveu, laïque, suggérant que d'autres forces entraient en jeu. Deuxièmement, comment l'engagement envers le pluralisme a-t-il interagi avec d'autres hiérarchies, comme le rôle des castes? En Inde, comme ailleurs, l'engagement envers le pluralisme est partiel et sélectif. Certaines formes de pluralisme sont plus valorisées et protégées que d'autres et derrière la reconnaissance visible de certaines formes de différences, d'autres hiérarchies demeurent cachées ou désavouées. Enfin, qu'est-ce qui explique la pérennité de l'engagement de l'Inde envers le pluralisme? Bien qu'il affronte de graves défis — provenant plus récemment d'une faction du nationalisme hindou —, un engagement envers le pluralisme demeure une composante vivante de l'identité nationale indienne.

Témoigner du changement dans les sociétés diversifiées est une nouvelle série de publications du **Centre mondial du pluralisme**. Couvrant six régions du monde, chaque « cas de changement » examine une période durant laquelle un pays a modifié son approche envers la diversité, soit développant, soit en sapant les fondements de la citoyenneté inclusive. L'objectif de la série — laquelle présente également des aperçus thématiques d'éminents universitaires — est de favoriser la compréhension globale des sources d'inclusion et d'exclusion dans les sociétés diversifiées ainsi que des chemins vers le pluralisme.

En commandant le cas de changement sur l'Inde, le Centre cherche à comprendre comment et pourquoi un engagement envers le pluralisme — c'est-à-dire faire une vertu du respect de la diversité plutôt que de le percevoir comme une nécessité regrettable — a été intégré à la compréhension que l'Inde a d'elle-même en tant qu'État postcolonial. Soixante-dix ans après l'indépendance, quelles leçons pouvons-nous tirer des dynamiques de la différence — tant horizontales que verticales — au sein de l'identité propre du pays et des limites de ces identités dans la vie des citoyens? Un engagement normatif et institutionnel envers le pluralisme est-il toujours à la base de la conception de l'identité nationale de l'Inde aujourd'hui?

EXPOSÉ DES FAITS

En tant qu'État postcolonial subissant une pénible partition territoriale le long de frontières religieuses au moment de l'indépendance en 1947, l'adoption par l'Inde d'une approche pluraliste pour gérer sa considérable diversité n'était pas inévitable. Divers facteurs ont rendu cela possible. L'existence d'antécédents historiques qui appuyaient un choix pluraliste au moment de la construction de la nation était un facteur. Bien avant que l'Inde existe en tant qu'État moderne, diverses formes de pouvoir de l'État dans le sous-continent, incluant des empires et des royaumes régionaux, optaient pour l'accommodement de la diversité sociétale. Les dirigeants autochtones et étrangers respectaient largement les règles et pratiques internes des groupes sociaux.

Les nationalismes indiens qui ont émergé à la fin du dix-neuvième siècle en réponse au colonialisme britannique reflétaient ces antécédents, mais englobaient également des groupes idéologiques opposés. Le nationalisme laïque associait la nationalité à la citoyenneté inclusive. En revanche, le nationalisme hindou cherchait à unifier les diversités de l'Inde autour du pilier de la religion et de la culture hindoues ainsi que de l'hindi. Les dirigeants du Congrès national indien tels que Gandhi et Nehru ont géré ces vues opposées en soulignant que la diversité culturelle était le trait distinctif de la civilisation indienne et en déclarant qu'elle était une source de force et non de faiblesse. Leurs visions différentes du pluralisme sont devenues un élément central du nationalisme indien. De plus, l'accommodement des peuples et les débats sur la totalité du spectre idéologique et politique menés par les leaders du Congrès ont permis la création d'une vaste coalition en faveur d'une nation indienne ainsi que d'une culture politique très tolérante envers les dissidences.

Reflétant l'héritage historique en matière d'accommodement de la diversité sociale ainsi que l'engagement des élites nationalistes envers une notion inclusive de l'identité nationale indienne, la Constitution indienne reconnaissait de nombreux droits spécifiques à certains groupes. Deux approches distinctes peuvent être recensées : une approche *intégrationniste* a établi des mesures législatives et des quotas en matière d'embauche pour les anciens Intouchables (la plus basse caste) et les groupes tribaux; et une approche *multiculturelle restreinte* a offert une autonomie associative et institutionnelle aux groupes religieux et linguistiques, bien que

cette dernière soit subordonnée à d'autres droits constitutionnels incluant ceux de l'égalité et de la non-discrimination.

En commandant le cas de changement sur l'Inde, le Centre mondial du pluralisme cherchait à comprendre comment et pourquoi un engagement envers le pluralisme — c'est-à-dire faire une vertu du respect de la diversité plutôt que de le percevoir comme une nécessité regrettable — a été intégré à la compréhension que l'Inde a d'elle-même en tant qu'État postcolonial.

En pratique, les différences religieuses étaient moins bien accommodées que la diversité ethnique par le mouvement nationaliste dirigé par le Congrès. Affirmant qu'il représentait tous les segments de la société, le Congrès a rejeté les demandes de la Ligue musulmane pour une représentation distincte des minorités et des mécanismes de partage du pouvoir sous prétexte que cela correspondait aux stratégies coloniales visant à diviser pour mieux régner. Malgré le succès relatif des politiques d'accommodement en matière de diversité linguistique depuis l'indépendance, une vision des droits des minorités multiculturelles a échappé aux décideurs politiques indiens, qui restent emprisonnés par la partition de l'Inde en 1947 selon des frontières religieuses. À son tour, ce déficit normatif a créé un terreau idéologique fertile à la croissance du nationalisme hindou qui est nourri par un sentiment de victimisation, sentiment que

les nationalistes laïques et l'État ont nié en raison de la reconnaissance et des ressources allouées à la religion majoritaire en Inde.

De multiples exclusions continuent de ronger la société indienne. Les quotas se sont élargis pour inclure les castes intermédiaires « défavorisées », mais puissantes sur le plan électoral, mais ne sont pas suffisamment atteints dans les hautes sphères de l'emploi et de l'éducation dans le cas des Dalits et des groupes tribaux. Les quotas favorisent un ressentiment et des réactions brutales chez les non-bénéficiaires, renforçant l'appui pour la droite hindoue. La brutalité policière dans des zones peuplées de groupes tribaux où se trouvent des ressources précieuses est fréquente et tolérée par les gouvernements en quête de croissance économique et de sécurité.

Les musulmans souffrent de multiples formes d'exclusion — une sous-représentation dans le corps législatif, dans les emplois gouvernementaux et dans les établissements d'enseignement; des taux élevés de pauvreté, d'analphabétisme, de faible accès aux établissements de santé, de ségrégation en matière de logement; et des taux de plus en plus élevés de violence depuis la montée du nationalisme hindou au milieu des années 1990. Les rares tentatives pour améliorer leur statut ont échoué, en partie à cause de l'opposition tacite d'importants segments bureaucratiques gouvernementaux à mettre en place des politiques d'inclusion. Le refus de recueillir ou de diffuser des données selon les identités religieuses ou de caste empêche le suivi de mesures conçues pour aider les groupes désavantagés.

Les dirigeants du Congrès national indien tels que Gandhi et Nehru ont géré ces vues opposées en soulignant que la diversité culturelle était le trait distinctif de la civilisation indienne et en déclarant qu'elle était une source de force et non de faiblesse.

Depuis l'élection d'un gouvernement nationaliste hindou en 2014, les incidents de violence et d'intimidation contre les minorités religieuses et politiques, incluant les critiques laïques et de la gauche, ont augmenté. La Constitution indienne impose diverses contraintes institutionnelles aux gouvernements majoritaires, notamment un contrôle judiciaire, une commission électorale indépendante et la séparation des pouvoirs à l'échelle fédérale. Avec ses importantes mesures de protection des droits individuels et de l'autonomie des groupes ainsi que son engagement formel envers l'hétérogénéité des institutions, la Constitution offre des voies supplémentaires pour contester les politiques qui favorisent les majorités. Reste à voir si ces mesures de protection sont suffisamment solides pour résister à la montée du nationalisme hindou et l'inverser.

À TRAVERS L'OPTIQUE DU PLURALISME

Sources d'inclusion et d'exclusion

Le Centre mondial du pluralisme a demandé à

chaque auteur de la série de Cas de changement de réfléchir aux sources d'inclusion et d'exclusion à travers l'Optique du pluralisme en se servant des « moteurs du pluralisme » élaborés par le Centre. Quelques faits saillants du cas complet de l'Inde sont présentés ci-dessous.

Moyens de subsistance et bien-être

- Les castes et les classes marginalisées, les tribus et les musulmans demeurent sous-représentés dans tous les secteurs d'emploi.
- Il faut du temps pour corriger les exclusions historiques avec des mesures de discrimination positive ou des quotas et cela nécessite des mécanismes pour suivre le progrès. Ceci inclut la cueillette et la disponibilité de données ventilées par groupe social auxquelles le gouvernement refuse souvent l'accès sous prétexte qu'il s'agit d'un sujet délicat.

Droit, politique et reconnaissance

- Pour créer une politique inclusive, il est important de mettre en place un cadre constitutionnel qui reconnaît l'appartenance à un groupe ainsi que les droits individuels libéraux fondamentaux.
- La Constitution indienne reconnaît de multiples sources d'identité collective – notamment la religion, la langue, la caste, la tribu – offrant ainsi de nombreuses voies aux revendications collectives.
- Un processus d'élaboration constitutionnelle caractérisé par des débats publics prolongés et une volonté de faire des compromis pour parvenir à un consensus est à la base des succès de la Constitution indienne.
- Le fédéralisme, incluant le partage du pouvoir,

a permis l'accommodement de la diversité linguistique et régionale. Toutefois, il a souvent diminué la protection des minorités.

- L'hétérogénéité institutionnelle du système politique indien (p. ex., la souveraineté parlementaire et le contrôle judiciaire) entretient le pluralisme en Inde.
- Le leadership politique peut faire une différence cruciale pour l'inclusion des minorités.

Citoyens, société civile et identité

- Des organisations non gouvernementales, une presse libre et une élite intellectuelle primordiale ont été des sources d'inclusion, soulignant les abus de pouvoir de l'État, mais sont aujourd'hui remises en cause par les forces du nationalisme hindou.
- Une structure hiérarchique et segmentée de la diversité pose un défi aux politiques inclusives, notamment l'augmentation de la ségrégation résidentielle et professionnelle des musulmans dans de nombreuses villes.

au sein des groupes diversifiés de l'Inde. Un déficit normatif est cependant demeuré en ce qui a trait à la reconnaissance et au respect des minorités religieuses, et 70 ans plus tard, le pluralisme indien paie cher cette omission. La montée du nationalisme hindou et son effet d'exclusion des musulmans, entre autres, s'opposent aux notions inclusives de l'identité nationale. L'élaboration d'une identité nationale pluri-religieuse qui met l'accent sur l'importance et la contribution des religions minoritaires à la nation indienne est toujours attendue.

CONCLUSION

Contrairement à de nombreuses autres sociétés postcoloniales, l'Inde a choisi une Constitution pluraliste lors de son indépendance malgré de fortes pressions compensatoires à la suite d'une partition religieuse sanglante en 1947. Plusieurs antécédents historiques et diverses circonstances, incluant la présence de leaders politiques engagés envers les droits des minorités, ont rendu cela possible. La Constitution de l'Inde continue d'être la norme dans la vie publique et de jouir d'une pleine légitimité

AUTEUR DU CAS

Rochana Bajpai est chargée de cours senior au département de science politique de la SOAS, Université de Londres, et membre fondatrice du Centre de la SOAS pour la pensée politique comparative, Royaume-Uni. Elle est l'auteure de *Debating Difference: Group Rights and Liberal Democracy in India* (2011) et a rédigé de nombreux articles sur la rédaction constitutionnelle, la laïcité et la discrimination positive en Inde.

Remerciements

Le Centre tient à souligner la collaboration de Will Kymlicka de l'Université Queen's et des autres membres du groupe de recherche consultatif international. La série de Cas de changement a été élaborée avec le généreux soutien du Centre de recherches pour le développement international. Pour télécharger la version complète du cas de changement sur l'Inde, veuillez visiter le pluralisme.ca.

Ce travail a été réalisé grâce à une subvention du Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada.

Les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas nécessairement celles du CRDI ou de son conseil des gouverneurs.

Cette analyse a été mandatée par le Centre mondial du pluralisme pour engendrer un dialogue mondial sur les moteurs du pluralisme. Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur.

Le Centre mondial du pluralisme est une organisation de savoir appliqué qui facilite le dialogue, l'analyse et l'échange sur les fondements des sociétés inclusives dans lesquelles les différences humaines sont respectées. Établi à Ottawa, le Centre est inspiré par l'exemple du pluralisme canadien, lequel démontre ce que les gouvernements et les citoyens peuvent réaliser lorsque la diversité humaine est appréciée et reconnue comme une des bases de la citoyenneté partagée. Visitez-nous au pluralisme.ca.